

## ENSEMBLE POUR AVON

Rassemblement de la gauche

pour le progrès



### BUDGET PRIMITIF POUR 2012

*par Dimitri BANDINI*

*13 décembre 2011*

Qu'il me soit permis de remercier les services financiers pour leur travail sur ce budget parce que même si nous avons des désaccords sur les orientations, un travail a été réalisé. ET c'est un travail fastidieux, particulièrement complexe. ET ce travail démontre une nouvelle fois la qualité des agents municipaux avonnais.

Lors du dernier CM, nous en étions à une phase de débat. La majorité et les oppositions ont présente leurs orientations budgétaires et les projets qu'elles pensaient prioritaires pour les Avonnais.

Aujourd'hui, nous voici face à la mise en œuvre des orientations de la majorité à travers ce budget primitif pour 2012.

La première chose que l'on peut dire, c'est que la majorité ne nous a pas pris en traître et que ce budget est une pale copie d'orientations budgétaires déjà bien fades.

En quelques semaines le contexte national et international n'a pas changé. La crise est là, bien installée. Elle est loin d'être finie et sera très certainement plus dure encore.

Face à ce contexte dramatique, le gouvernement reste fidèle à lui-même et poursuit une politique en faveur des privilégiés et prône l'austérité pour le plus grand nombre. Sa soumission aux marchés et aux agences de notation doit nous interroger sur la place du peuple dans le processus de décision.

Face au discours de la droite qui assure que la France croule sous les dettes et dépense à tour de bras, deux choses.

D'abord, cela fait 10 ans que la droite gouverne dans ce pays. Il est donc

un peu facile de voir la responsabilité de la gauche dans tous les maux de la France.

Par ailleurs, la nouvelle majorité sénatoriale sous la houlette de Nicole Bricq a parfaitement démontré que d'autres choix sont possibles et que nous devons pas oublier que des moyens existent pour faire face aux difficultés devant nous.

30 milliards d'euros de recettes nouvelles ont été trouvées pour l'État dans le projet de loi de finances pour 2012, notamment en revenant sur les cadeaux aux plus fortunés.

La gauche sénatoriale a refusé les 200 millions d'économies demandés aux collectivités, augmentant au contraire de 450 millions d'euros les moyens de l'État affecté à ces mêmes collectivités.

Démonstration a été faite que nous n'avons pas pieds et poings liés pour répondre aux urgences. Faire participer les plus favorisés aux efforts, c'est tout de même la moindre des choses.

Bien sûr, les choix budgétaires du Sénat seront détricotés par la commission mixte paritaire.

Les collectivités, dont Avon, verront donc leurs dotations gelées en valeur encore en 2012. Avec l'inflation, on peut dire que les dotations seront en diminution.

Qu'à cela ne tienne, la majorité d'Avon, voyant ses marges de manœuvre fortement diminuées par l'État UMP, a décidé de faire payer le manque à gagner par le contribuable.

L'augmentation des taux d'imposition et surtout la suppression des abattements vont faire grimper le produit des contributions directes.

Et ce budget n'est d'ailleurs pas sincère car il reprend le produit attendu en 2011 sans prendre en compte l'impact de la modification des abattements.

Le montant inscrit des droits de mutation me paraît également sous-estimé, ancrant ainsi ce sentiment d'insincérité.

Un petit aparté.

Dans l'édition de la République de Seine-et-Marne de cette semaine, à propos du triste sort réservé à l'ESIGETEL, vous affirmez que « l'excellente situation financière de la Ville d'Avon nous permet d'avancer la solution du rachat du foncier du campus ».

Deux choses l'une :

- soit effectivement la commune est en bonne situation financière et donc vous augmentez la fiscalité, les tarifs municipaux de façon inutile ;
- soit vous augmentez les impôts parce que la ville d'Avon rencontre des difficultés financières et dans ce cas nous ne pourrions pas racheter les terrains de l'ESIGETEL.

Concernant les dépenses que vous prévoyez.

Dans les charges à caractère général, l'augmentation des crédits affectés au chauffage, en raison du coût de plus en plus important des fluides, démontre la nécessité d'investir massivement dans la mise aux normes écologiques des bâtiments municipaux et de réfléchir à de nouvelles sources d'énergie.

On note par ailleurs une diminution des dépenses d'entretien des bâtiments municipaux. C'est inquiétant pour l'avenir du patrimoine municipal, que vous prétendez pourtant sauvegarder.

Nous regrettons que les crédits affectés aux fournitures scolaires soient en diminution et que la subvention attribuée au CCAS, dont parlera Lamia un peu plus tard dans la soirée, soit gelée depuis plusieurs années, comme si Avon n'était pas touchée par les effets de la crise.

Le premier poste de dépenses d'investissement est constitué par le remboursement de la dette. Le second, par des travaux de voirie non-urgents pour un montant de 804 000 euros, poursuivant ainsi votre politique de bétonnage. Qu'il est loin le temps de votre campagne « halte au béton » de 1995.

Le troisième poste de dépense d'investissement consiste en la construction d'un multi-accueil à Avon-centre pour 600 000 euros. Un montant très important dont le fruit sera généreusement offert à une société privée.

Par ailleurs, nous restons extrêmement prudents quant à cette « Maison des Services publics » quand on connaît le peu de cas que vous leur réservez.

Vous n'avez jamais eu une vue d'ensemble sur le centre commercial des Fougères. Des organismes, tel que l'EPARECA, proposent pourtant des programmes de réhabilitation en se substituant aux acteurs privés

défaillants afin de redonner vie à des espaces commerciaux dans les quartiers en difficulté, avec un objectif central : le retour au droit commun.

Par ailleurs, malgré le remaniement de l'exécutif municipal, nous ne trouvons aucun engagement en ce qui concerne la Politique de la Ville, véritable serpent de mer de votre mandat.

Nous sommes également réservés en ce qui concerne ce kiosque à musique dans le parc de Bel-Ebat pour un coût attention, accrochez-vous bien, de 150 000 euros ! A ce prix là, comme nous l'avons exigé pour le Manoir, la Municipalité devra veiller à l'appropriation de ces lieux par tous les Avonnais.

Nous regrettons également que la majorité ne se donne pas réellement les moyens de faire vivre ces lieux qui ont coûté très cher aux Avonnais.

Dans la même veine, en prévoyant une étude de faisabilité d'extension de la bibliothèque pour 20 000 euros, sans dans le même temps engager la moindre la réflexion quant à une bibliothèque-médiathèque intercommunale, vous démontrez l'absence totale de cohérence. La droite locale parle du Pays de Fontainebleau comme d'un lieu d'histoire, universitaire, culturel, mais vous êtes incapables de mettre à la disposition de la population l'outil culturel que tous réclament.

Plus globalement, nous ne trouvons pas dans ce budget les mesures qui auraient permis d'apporter une aide efficace à nos concitoyens durant cette période difficile.

Pour notre part, nous aurions souhaité un geste envers l'école : en matière de fournitures, mais également d'infrastructures.

Nous aurions souhaité un renforcement de l'accueil des très jeunes enfants en maternelle, une politique tarifaire volontariste pour tous les services fondamentaux, la provision des crédits pour un restaurant scolaire aux Terrasses... ce ne sont là que quelques exemples.

Bref, dans ce contexte, nous avons devant nous un budget insuffisant, tristement ordinaire, alors même que nous traversons une période de turbulences extraordinaires.

Au regard d'un budget incohérent, dont les recettes ne sont pas sincèrement estimées et qui méconnaît les réalités économiques et sociales de notre commune, nous ne pouvons que voter contre.